

Déconstruire les colonialités pour une vision renouvelée du développement en Afrique

Voilà donc cinquante ans que le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria) s'attèle à la production de connaissances afin d'assurer la visibilité de l'Afrique dans le monde du savoir. L'apport de l'Afrique à l'histoire intellectuelle du monde reste, en effet, peu connu. Dans une conférence abordant les paradoxes qui fondent l'invisibilisation, la réification et la vassalisation de la pensée africaine, pourtant bien réelle, antérieure et audible, Iba Der Thiam, rappelait que «le monde négro-africain est, dans l'état actuel des connaissances, celui qui peut se réclamer de la plus ancienne histoire dans la trajectoire plurimillénaire de la très longue aventure humaine. C'est en Afrique qu'on situe le berceau de l'humanité. C'est, aussi sur son sol que se sont développées toutes les différentes phases du processus d'homínisation.»

Parmi ces paradoxes :

«[Pourquoi notre continent a-t-il autant de mal] au plan des idées, des concepts, des symboles, des valeurs et des références à se libérer des pesanteurs du passé, des préjugés hérités du système colonial, de l'ethnocentrisme et de l'apriorisme, des clichés, des comportements et des attitudes générés par des siècles d'endoctrinement, d'obscurantisme, de falsification des faits et de travestissements de la

Maréma Touré

Vice-présidente du Comité
scientifique
Dakar, Sénégal

vérité, "de mensonge culturel", pour parler comme le regretté et sémillant Cheikh Anta Diop? [...] Les mouvements pan-noirs du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle ont attiré, très tôt, l'attention sur les fastes de l'Égypte pharaonique, de l'Éthiopie antique et sur l'éclat que l'humanisme du Soudan nigérien a développé du VIII^e au XVI^e siècle, au moins.» (Thiam 2009)

Le Codesria s'inscrit dans cette prestigieuse lignée. Cinquante ans de déconstruction de l'image mutilée de l'Afrique que les sciences sociales et les humanités fondées sur la «bibliothèque coloniale» ont forgée et véhiculée, cela se célèbre! C'est avec enthousiasme que je m'associe à la fête. Mais il ne s'agit nullement d'une auto-glorification.

La célébration de cet événement doit se passer de façon scientifique. C'est un memento pour contribuer au bilan des acquis satisfaisants de cinq décennies d'existence, pour analyser, comprendre et rétablir les réalités tronquées de l'Afrique; faire valoir nos points de vue sur notre continent et le monde entier. C'est aussi l'occasion d'identifier

les nœuds qu'il reste à défaire au double niveau de la communauté des chercheur-e-s et des gouvernants africains qui peinent à soutenir la recherche pour le développement de nos pays.

En effet, dès sa création, le Codesria s'est attelé sans faille à la tâche urgente de décoloniser les savoirs scientifiques pour faire face aux défis de l'Afrique. Son action s'est étendue à toutes les frontières tributaires des asymétries inhérentes à l'ordre épistémologique international, pour le développement inclusif, équitable et durable du continent.

En ma double qualité de vice-présidente du Comité scientifique du Codesria et de cheffe (sortante) de la section des sciences humaines et sociales du Bureau régional de l'Unesco pour l'Afrique de l'Ouest-Sahel (SHS-BREDA) pendant les douze dernières années, ma contribution s'appuie sur quelques points saillants de mon expérience avec le Conseil.

Je m'appesantis, ici, sur une partie des conclusions de l'importante session plénière sur le thème «Décoloniser la recherche, questionner les masculinités épistémiques : une condition indispensable pour des SHS plus égalitaires, plus inclusives et plus intégratives en Afrique!» que j'ai conduite en décembre 2018 au cours de la 15^e Assemblée générale.

Déconstruire les colonialités structurantes en Afrique

La volonté d'«extension de l'État moderne à l'ensemble du monde» a, entre autres, induit la vassalité des savoirs africains. Pour pallier l'absence du sujet africain, des systèmes de pensée endogènes et de la culture africaine dans l'historiographie, les récits et les autres modalités qui informent la fabrique de l'orthodoxie théorique, notamment les concepts a-historiques de développement, de démocratie et de gouvernance, il importe de déconstruire la triple colonialité du pouvoir, de l'État et des savoirs qui pèse sur l'Afrique (Lander 2000 ; Quijano 2007).

Notre continent est, en effet, victime de nombreux préjugés qui trouvent leur fondement dans la croyance imaginaire que «l'Europe aurait une civilisation là où l'Afrique dispose seulement d'une culture. L'Europe aurait un système juridique rationnel là où l'Afrique n'a que des coutumes. L'Europe aurait une science et l'Afrique des superstitions. L'Europe aurait des droits de l'homme universels et l'Afrique des traditions.» (Howard 2010)

Ces colonialités, à la base de l'assassinat délibéré de plusieurs langues et cultures africaines, de systèmes de connaissances et de pensée africains, sont la résultante du projet occidental de domination économique et culturel. Toute subordination épistémologique passe, en effet, par l'occultation du dominé dans le discours dominant. Les linguicides et épistémicides subis par notre continent depuis le XIV^e siècle sont une cause principale de l'assujettissement actuel de la pensée africaine dans les systèmes épistémiques dominants. L'invisibilisation des savoirs autochtones, qui sont dans

une très large mesure des savoirs féminins, fait des Africaines les principales victimes de ces matrices culturicides. Elle est à la source de la marginalisation de l'Afrique dans les processus de conceptualisation, de théorisation du développement et de la démocratie dans nos propres territoires.

À travers toute la planète, les peuples se sont structurés autour de leurs savoirs, de leurs croyances, de leurs mythes, de leurs rites, de leurs cultes et de leurs valeurs. Il n'y a pas de nations africaines, sujettes de leur propre devenir, sans cultures africaines (Fall 2011). Le développement est une notion, certes, polysémique, mais, quelle qu'en soit la définition, sa matérialisation reste l'aboutissement d'un processus de transformation sociale et mentale.

Or l'analyse des interrelations entre la culture et le développement en Afrique révèle la longue absence de l'Africain (plus encore de l'Africaine) et la marginalisation de sa culture dans les paradigmes dominants. «Pendant trop longtemps, les spécialistes africains en sciences sociales ont appliqué point par point à l'Afrique des concepts, des idées, des terminologies et des théories créés dans d'autres pays à l'intention d'autres sociétés et d'autres économies [...] Il nous faut d'urgence [les] africaniser», notait déjà, en 1982, le concepteur du Plan d'action de Lagos (Adedeji 1982).

Depuis la conférence de Bandung de 1955, la colonialité des savoirs a été contestée partout dans le tiers-monde. En Amérique latine, les théoriciens de la dépendance ont fait école. Cette perspective, soutenue par la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal), trouve ses ramifications dans les Conseil et Forum latino-

américain des sciences sociales (Clacso et Flacso) et aujourd'hui chez les tenants du projet décolonial. En Asie, l'Association asiatique d'études politiques et internationales (Apisa) a été au centre de la controverse.

Parallèlement, en Afrique, c'est à Dakar, dans les murs de l'Institut africain du développement économique et de la planification (Idep), un démembrement de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), que Samir Amin, un vaillant Africain au centre de la contestation des théories importées, avec ses «camarades», a créé, en 1973, le Codesria. Le Conseil a d'ailleurs son siège dans cette ville symbolique, comme l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (Afarid), sa fille institutionnelle, le Forum du tiers-monde, et, plus récemment, les «Ateliers de la pensée» créés en 2016.

Plusieurs générations d'intellectuels-les ont ainsi participé à la remise en cause de la perspective hégémonique, qui privilégie la référence à une épistémè eurocentrique et délégitime toutes les autres formes de savoir que celles produites par la science moderne occidentale (Lander 2000 ; Quijano 2007). De la première génération constituée par les pères des indépendances et leurs contemporains à la plus récente, ils/elles ont façonné des connaissances endogènes pouvant soutenir le renouvellement des narratifs sur le continent.

L'action rédemptrice du Conseil pour la refondation des savoirs est en droite ligne avec le projet de décolonisation de l'esprit porté par des penseurs africains de diverses générations. Ce projet a été formalisé par Ngugi Wa Thiong'o (1986) et Chinweizu (1987),

qui posent les bases nécessaires à la ré-imaginer des récits africains. À l'instar de Cheikh Anta Diop, Ngugi met l'accent sur l'importance des langues africaines dans la construction d'une Afrique globale et rejette le découpage issu de la conférence de Berlin. S'inscrivant dans la lignée postmoderniste, Chinweizu ne cautionne certes pas le total rejet des apports étrangers, considérés comme une partie de la moisson de l'expérience humaine, mais appelle à démanteler les croyances suprématistes et les structures qui les soutiennent en Afrique.

La nuance subtile qui distingue les défenseurs d'une pensée décoloniale et ceux d'une pensée non coloniale apparaît d'ailleurs dans l'implicite de ces positions. Que mille écoles rivalisent pour un printemps de la pensée africaine! Mais quelle que soit la posture adoptée, «l'Afrique entière a besoin de se doter d'une vision stratégique partagée, pour promouvoir sa nécessaire transformation structurelle» (Sanga 2017).

La tâche demeure toutefois ardue. En dépit des bémols induits par notre Conseil, le regard porté sur le continent reste réducteur et réifiant. Les visions stratégiques exogènes et souvent univoques sont encore dominantes. Ces dernières années en Afrique, notamment au Sahel, «la coopération internationale a buté sur des conflits de perception entre les conceptions d'en haut et les compréhensions – ou incompréhensions – locales» (Sambe 2020), le quotidien des gens a été effacé des narratifs institutionnels les privant de l'ancrage social pourtant indispensable au nexus humanitaire-développement, au profit d'une vision mécanique, économiciste et sécuritaire (Unesco 2020).

Les dimensions humaine, spirituelle et culturelle sont souvent occultées dans les analyses. L'humain et les cultures, dans leurs interactions et complexités, semblent absents de la création de sens. Ce sont finalement les perceptions des Africain-e-s qui sont tronquées. Les continuités et discontinuités historiques constituent pourtant les liens temporels entre passé, présent et futur. Cette lecture réductrice est une des sources du sentiment d'abandon vécu par les jeunes et les communautés, ballottés entre traditions et modernité, dont le bien-être semble oublié.

Cette atrophie est une forme de dépossession affaiblissant les socles culturels fondateurs des sociétés. Elle participe au fossé intergénérationnel, à l'impuissance d'une jeunesse influençable manquant de repères, au choc d'une modernité en négociation avec les traditions (Konate 2008) et finalement à l'installation durable de cette instabilité tant décriée. La palabre est la pratique de la nuance vertueuse. L'exigence intellectuelle et libératoire de l'Afrique, portée par le Codesria et ses organisations sœurs, se situe dans la confrontation des perceptions et des points de vue dans un mouvement dynamique et didactique des pensées (Unesco 2020).

Pour une vision renouvelée du développement en Afrique

En Afrique plus que partout ailleurs, le développement, en tant que concept, théorie et pratique, loin d'être «un processus propre à la société qui se développe» s'apparente à «la forme post-coloniale de l'intervention des rapports sociaux mondialement dominants, là où ils interviennent comme des forces extérieures» (Achard 1984:843). Ceux qui ont

été classés «hors de l'histoire» sont ainsi devenus les objets alternativement maternés ou fustigés du discours humaniste de l'émancipation économique et de l'artillerie pernicieuse d'un néolibéralisme triomphant et arrogant.

Les variations du tempo sur la «démocratie» et la «participation» n'ont nullement empêché les initiatives entreprises en Afrique d'être résolument guidées par une volonté d'y appliquer des moyens qui ont fait leurs preuves ailleurs et d'en espérer les mêmes effets, sans tenir compte des dynamiques locales. Les populations africaines sont les «cibles momifiées», mal écoutées ou mal entendues, d'un arsenal de théories et de stratégies relevant de logiques qui leur sont extérieures. Ces stratégies, doublées d'une multitude de mesures présentées comme inévitables et dont le «faire» induit sur elles des conséquences sociologiques non examinées, s'avèrent inopérantes (Touré 1997).

Comme dans l'analyse des conséquences néfastes des programmes d'ajustement structurel mis en œuvre en Afrique au début des années 1980, le Codesria a été à l'avant-garde de la contestation du modèle développementaliste, dont la crise de l'expansion a été à la base. Aujourd'hui, il en est de même pour la critique du concept clé en main d'émergence, que l'on retrouve partout en Afrique, sous l'inspiration du Fonds monétaire international (FMI). Si, *urbi et orbi*, l'émergence est définie comme la «transformation structurelle des économies», l'on constate trop souvent que, dans sa conceptualisation comme dans ses orientations, ce concept ignore royalement ou tout au moins réduit drastiquement les dimensions sociales et mentales.

Jimi Adesina et ses coéditeurs ont montré qu'à plusieurs égards, les perspectives de développement de l'Afrique sont coincées au sein d'un éventail de pratiques et de discours néolibéraux. Le continent s'est appuyé sur une notion de développement et sur des programmes dont l'origine et les objectifs sont étrangers à la majorité de ses habitants, qui n'ont pas toujours abordé les bonnes questions ou ne l'ont pas fait de la bonne manière (Adesina *et al.* 2005).

Promus par les institutions financières internationales, les concepts de développement et d'émergence, à l'instar des programmes d'ajustement structurel, répondent à l'optique de promouvoir une économie de marché conforme aux critères de l'orthodoxie libérale tout en occultant les dimensions culturelle et mentale, qui devraient pourtant avoir une portée motrice dans les transformations souhaitées.

Évoquant le consensus de Washington de 1985 défini comme une sorte de décalogue du modèle et des politiques néolibérales appliquées dans les pays du tiers-monde, Carlos Lopes souligne que dans ce contexte de transition du bipolaire au multipolaire, il devient plus aisé de comprendre ce que Samir Amin (1986) a appelé la périphérie par rapport au centre, au cœur d'une géopolitique mondiale où l'Afrique subit plus qu'elle ne décide de son propre sort. Ainsi se précise la pertinence de sa thèse de la déconnexion pour un développement endogène et autocentré, supplantant l'idée d'un «développement de l'humanité» qui obligerait les pays les «moins avancés» (ou «en voie de développement») à suivre la voie déjà tracée par les pays «avancés» ou «développés» (Lopes 2021).

Les avancées réalisées dans le domaine des sciences sociales, pourtant indispensables pour amarrer l'analyse à des contextes socioculturels différents en interaction permanente en Afrique, semblent également être écartées des visions et diagnostics réalisés par les bailleurs de fonds. Dans ces discontinuités et conflits intérieurs, les clés de lectures pour répondre aux défis multidimensionnels devraient être également multidimensionnelles (Unesco 2020).

Le rejet de l'idéologie dominante qui occulte la centralité de l'humain et de sa culture est aussi à la base de l'aversion de Joseph Ki-Zerbo envers le mimétisme d'un «développement clé en main». Il appelle à la créativité et à l'imagination pour un «développement endogène» (Badini 1999) :

«Il ne s'agit plus tellement de chanter la négritude, mais d'agir. Il ne s'agit pas de se lamenter sur un paradis perdu, car il n'y a pas de paradis perdu. Il ne s'agit pas de roucouler notre peine, ni de célébrer nos valeurs passées, mais de transformer notre propre moi collectif afin d'y trouver des raisons d'espérer.» (Ki-Zerbo 1992)

Au Codesria et ailleurs, les élites africaines, activement engagées dans des réflexions alternatives, ont vigoureusement appelé à changer le logiciel social et à valoriser la culture pour fonder un autre paradigme du développement. Le progrès social exige, certes, la transformation qualitative de l'environnement socioéconomique, mais, au-delà, il doit viser l'épanouissement de la personne humaine. Les processus de développement ne sont pas uniquement liés à des facteurs économiques et sociaux. Ils appellent aussi des dimensions

culturelles et spirituelles. Ils convoquent fondamentalement la question de l'humain et par conséquent, celle de l'histoire et des valeurs, de la compréhension de soi et les interactions sociales (Touré 1997).

Du côté de l'Afrique des peuples également, des indices multiformes montrent que des changements fondamentaux sont en train de s'opérer. Partout en Afrique et dans les autres pays «traditionnellement» dominés, les populations développent des stratégies de résistance et/ou de récupération du discours savant que l'on tient sur elles. Des intellectuels africains (femmes et hommes) prennent de plus en plus la parole pour offrir des lectures de leurs propres réalités. Même si leur influence est encore timide, ils ont réussi à rompre le monopole des autres sur la théorisation de leur situation passée, présente et à venir, pour asseoir les bases d'un «nouvel ordre intellectuel mondial» (Touré 2002).

La centralité de la culture dans le développement est aussi aux sources de la pensée de Julius Nyerere. Pour le père de l'indépendance tanzanien, le développement, dans sa triple dimension qualitative, quantitative et compétitive, doit être conçu comme un processus complet et total, qui, par conséquent, dépasse la dimension économique, pour recouvrir l'éducationnel et le culturel. En intégrant trois dimensions fondamentales que sont l'être, l'avoir et l'originalité, Celestin Delanga (2018) décline une réflexion solide dans le répertoire théorique africain et permet de valoriser des secteurs souvent négligés comme celui de l'économie informelle (Weber 2009) qui s'enracine dans un terreau culturel local.

C'est donc en partant de ces modèles endogènes qui descendent jusqu'aux racines de leurs destinées que les pays de l'Afrique pourraient mobiliser leur riche héritage, leurs savoirs autochtones, leurs identités et valeurs culturelles pour l'éclosion de leur potentiel socioculturel, démographique et économique. La «réalisation des grandes aspirations de l'Afrique pourrait [ainsi] marquer le début d'une renaissance, annonçant une ère de développement économique et social sans précédent, de cohésion sociale, de véritable dialogue et de synergies inexploitées entre les différents acteurs sociaux et politiques» (Sahel 2043).

Le Codesria a joué un rôle central dans le processus de refondation des épistémès en Afrique. Il doit rester une sentinelle vaillante pour saisir l'opportunité de construire le nouveau projet de société, irrigué par une éducation et une recherche adaptées, dont l'Afrique a besoin pour son essor, pour ré-imaginer les modèles authentiques et culturellement centrés, pour un développement à la fois «humain et humanisant» du continent (Adedeji 1983).

Pour ne pas conclure

Les rapports inégalitaires qui caractérisent les conditions de production des connaissances scientifiques sont encore des obstacles importants à la liberté de pensée, mais des avancées substantielles ont été enregistrées en Afrique. Si les perspectives dominantes dans les sciences sociales continuent d'exercer la plus grande influence, leur hégémonie est de plus en plus remise en cause, surtout en Afrique, avec l'irruption de nouveaux acteurs, qui nourrissent une parole scientifique

et formulent des énoncés sur leurs propres situations.

Avec l'action du Codesria et des autres, notre continent est redevenu une partie prenante dans le commerce inévitable des idées qui fonde le système monde. Or cette posture exige plus l'affirmation de ses capacités et moyens pour exporter les idées de son propre cru que la confirmation de sa disposition à consommer des idées importées. La communauté africaine des social-scientistes est appelée à rendre compte des modalités au travers desquelles l'Afrique a été pensée. Il s'agit de revisiter les manières dont les intellectuels-les, les sages et les peuples africains ont eu à décrire leurs réalités au cours de l'histoire.

Conformément au projet de notre Conseil, il nous faut continuer à faire vivre le mot d'ordre, toujours actuel de Amilcar Cabral, dont Carlos Lopes rappelle qu'il «n'a jamais opté pour la voie facile» : «Penser l'Afrique avec nos propres têtes et agir en accord avec nos réalités.» La contribution intellectuelle de ce pionnier à la libération mentale de l'Afrique ne saurait toutefois s'accommoder d'une perspective simpliste visant à promouvoir l'idée de cultures africaines fermées sur elles-mêmes. Une telle option serait contradictoire avec les exigences du monde global et n'offrirait aucune garantie d'authenticité ou d'une «pureté» fantasmagorique des cultures africaines.

La célébration de ce cinquantenaire doit donner au Codesria un nouvel élan pour poursuivre la mobilisation de nos cultures et leur potentiel de transformation positive au profit de la renaissance intellectuelle de l'Afrique, un moment de rejet de toutes les formes d'ostracisme,

une occasion pour faire de notre culture le moteur heuristique pour la consolidation d'une perspective africaine autonome dans les sciences humaines et sociales. Penser l'Afrique aujourd'hui, c'est prendre acte de l'impératif de fournir à notre continent les moyens de marquer de ses propres empreintes l'universalité plurielle ou la «pluriversalité» dans le présent et dans le futur (Touré 2014).

Fier de ses cinquante ans, en toute dignité et avec la sagesse conférée par la maturité, notre Conseil n'a que la seule issue de reprendre acte de l'impératif de réussir sa noble mission comme il l'a assumé avec brio dans le passé, depuis sa naissance. La voie est toute tracée !

Bibliographie

- Achard, P., 1984, «Le développement ou l'école des nations», *Revue Tiers Monde*, XXV, n° 100, *Le développement en question*, Serge Latouche (Dir.), p. 843-854.
- Adedeji, A., 1982, «Discours d'ouverture du professeur Adebayo Adedeji, sous-secrétaire général des Nations Unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique», *Afrique et Développement*, vol. 7, n° 1/2 (special double issue on the Berg report and the Lagos plan of action), Codesria, p. 178-184.
- Adedeji, A., 1983, «L'évolution de la stratégie de Monrovia et du plan d'action de Lagos. Une conception régionale de la décolonisation économique», Conférence de Trenchard Hall, Université d'Ibadan, 29 p.
- Adesina, J. O., Graham, Y., Olukoshi, A., 2005, *Africa and Development Challenges in the New Millennium: The Nepad Debate*, Zed Books LTD (21 Oct. 2005)
- Amin, S., 1986, *La Déconnexion : pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, France.

- Badini, A., 1999, "Joseph Ki-Zerbo (1922 –)", *Prospects*, 29, pp. 614–627, <https://doi.org/10.1007/BF02736908>.
- Chinweizu, 1987, *Decolonising the African Mind*, Lagos-London, Pero Press, Available from Sundoor, APA, 294 p.
- Delanga, C., 2018, «Le développement de l’Afrique à la lumière de Nyerere : un droit d’inventaire pour quelle perspective», Institut de recherche et d’enseignement sur la paix www.thinkingafrica.org.
- Fall, M., 2011, «La Culture dans les communications de développement», présenté au Premier de la série des trois Ateliers de l’Idep sur «Culture et développement», 20 et 21 mai 2011, Idep, Dakar, Sénégal.
- Howard, R., 2010, "Human Development and the Transformation of the Academy", University of South Africa, 20 November, <http://xa.yimg.com/kq/groups/18338378/652641891/name/Human+Development+and+the+Transformation+of+the+Academy.doc>.
- Ki-Zerbo, J., 1992, *La Nette des autres (pour un développement endogène en Afrique)*, Actes du colloque du Centre de recherche pour le développement endogène (CRDE), Paris, Codesria/Karthala.
- Konaté, D., 2008, «Le paradigme de l’opposition tradition/modernité comme modèle d’analyse des réalités africaines», dans A. Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l’histoire africaine à l’usage du président Sarkozy*, La Découverte, Cahiers libres, p. 95-109.
- Lander, E. (dir.), 2000, *La colonialidad del saber : eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires Clacso, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, p. 4-23.
- Lopes, C., 2021, *L’Afrique est l’avenir du monde. Repenser le développement*, Paris, Seuil, coll. «Poids et mesures du monde», 249 p., trad. par C. Le Roy, préface d’A. Supiot, ISBN : 978-2-02-145939-5.
- Quijano, A., 2007, "Coloniality and Modernity/Rationality", *Cultural Studies*, 21(2), pp. 168–178. DOI : 10.1080/09502380601164353. URL : <http://dx.doi.org/10.1080/09502380601164353>.
- Sambe, B., 2020, «De bénéficiaires à coopérants : sortir des conflits de perception au Sahel», Id4d, <https://ideas4development.org/sortir-conflits-perception-sahel/>.
- Sanga, D., 2017, United Nations Economic Commission for Africa. (2017-11). Africa needs shared strategic vision to promote structural transformation [intervention ECA, Dimitri Sanga], Addis Ababa: © UN.ECA.
- Thiam, I. D., 2009, «De la nécessité de faire appel à d’autres sagesses et cultures pour enrichir l’histoire de la démocratie et des droits humains», dans Centre d’études linguistiques et historiques par tradition orale, 2008, *La Charte de Kurukan Fuga. Aux sources d’une pensée politique en Afrique*, Conakry, SAEC, et Paris, L’Harmattan, p. 137-140.
- Touré, M., 1997, «Femme, genre et initiatives de développement en Afrique subsaharienne : théories et pratiques», thèse de doctorat, Paris I, Sorbonne-Panthéon, Presses universitaires du Septentrion, PUS, Lille, France, 539 pages, ISBN : 9782729520595.
- Touré, M., 2002, *Le Nepad et les femmes d’Afrique : renforcement ou perte de Pouvoir?*, Codesria/Third Word Network (TNW), Accra, Ghana, 17 p.
- Touré, M., 2014, Communication présentée lors du Quarantième Anniversaire du Codesria, Dakar, 11 au 12 juin 2014, Thème 2 : Penser l’Afrique.
- Unesco, 2020, *Un Autre Sahel est possible : Réécrire les Récits sur le Sahel*, Maréma Touré (dir.), Notes, Breda (SHS et CLT), Unesco, Dakar, Sénégal, 25 p.
- Wa-Thiong’o, Ngũgĩ, 1986, *Decolonising the Mind. The Politics of Language in African Literature*, London, James Curry, Nairobi, Heineman Kenya, Portsmouth, Heinemann, Harare, Zimbabwe Publishing House.
- Weber, R., 2010, «Culture et développement : vers un nouveau paradigme?», dans Cooperación cultural entre Europa y África. Actas del 1er Campus Euroafricano de Cooperación Cultural. Madrid, Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID). Disponible à l’adresse suivante : <http://www.interarts.net/descargas/interarts848.pdf>.



**Fifty years of excellence
in knowledge
production for Africa**

**Cinquante ans d'excellence
dans la production de
connaissances en Afrique**